



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

095-219505856-20241120-2024-574-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/11/2024

**NUMERO : 2024-574**

**ARRETE PORTANT MISE EN DEMEURE DE QUITTER LES LIEUX  
AUX OCCUPANTS SANS DROIT NI TITRE  
DE LA PARCELLE CADASTREE AE 222 CHEMIN DE COPIN À SARCELLES**

Le Maire de la Ville de Sarcelles, Patrick HADDAD,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2212-4 et L2212-27,

Vu le rapport d'information n°202400 0172 dressé par la Police Municipale du 6 novembre 2024, constatant l'occupation sans droit ni titre de la parcelle cadastrée AE 222 située chemin de Copin,

Vu le dépôt de plainte en date du 10 novembre 2024 déposé auprès du commissariat de police de Sarcelles,

Considérant que la Commune de Sarcelles est propriétaire de la parcelle cadastrée AE 222 située chemin de Copin à Sarcelles,

Considérant que les occupants irréguliers se sont installés sur un terrain impropre à l'habitation car dépourvu de raccordement au réseau d'assainissement, et sur lequel aucun ramassage d'ordures ménagères n'est organisé,

Considérant la présence d'enfants en bas âge vivant dans des conditions de vie précaire,

Considérant que le terrain ne comporte aucune installation sanitaire et qu'il n'existe aucune possibilité de vidanger les sanitaires mobiles, entraînant dès lors, un risque de prolifération de maladies,

Considérant que le terrain se trouve à proximité immédiate du stade Petit Rosne et est soumise à un risque important de pollution,

Considérant que le terrain est situé à proximité de lignes ferroviaires,

Considérant que la présence de branchements électriques sauvages, non-conformes à la réglementation électrique NF C 15-100 en vigueur, présentent un risque majeur pour la sécurité des biens et des personnes, en ce qu'elles exposent les occupants à des risques d'électrocution et d'incendie,

Considérant le risque d'intoxication au monoxyde de carbone par l'utilisation de chauffage dangereux et non adapté,

Considérant les nuisances constatées par les riverains,

Considérant que les troubles répétés à l'ordre public constatés sur la parcelle AE 222, compromettent gravement à la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques, tels qu'ils justifient que le Maire interdise l'occupation de ce site et ordonne son évacuation, en application de ses pouvoirs de police, sous un délai de 24 heures.

### **ARRÊTE :**

**Article 1** : Les occupants sans droit ni titre de la parcelle cadastrée AE 222, sise chemin de Copin à Sarcelles, appartenant à la Ville de Sarcelles, sont mis en demeure de quitter les lieux et de libérer l'immeuble de tout bien leur appartenant dans un délai maximum de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** : A défaut d'exécution de la présente mise en demeure dans le délai précité, il sera procédé d'office à l'évacuation des occupants et leurs biens, le cas échéant avec le concours de la force publique.

**Article 3** : Les installations irrégulières présentes dans l'immeuble seront détruites à l'issue de cette mesure d'évacuation.

**Article 4** : Le présent arrêté sera notifié aux occupants par la Police Municipale, affiché sur le site illégalement occupé et publié sur le site internet de la Ville. Le Présent arrêté sera également transmis à Monsieur le Préfet du Val d'Oise et à Monsieur le Sous-préfet de Sarcelles.

**Article 5** : Le Directeur Général des Services, le Chef de la Police Municipale et tous les agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de Monsieur le Maire de la commune de Sarcelles, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification à compter de la réponse explicite ou implicite, de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à Sarcelles, le 20 novembre 2024

Le Maire  
HADDAD

